

# GIE AGRICA GESTION

Rapport de gestion  
2023



# Sommaire

|   |           |
|---|-----------|
| <b>RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>              | <b>1</b>  |
| <b>PRÉSENTATION DES COMPTES ET RÉSULTATS FINANCIERS</b> | <b>6</b>  |
| <b>COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>          | <b>22</b> |

# Rapport du **Conseil d'administration**

L'année 2023 marque le début d'un cycle porteur de changement pour le Groupe AGRICA, avec l'arrivée d'un nouveau Directeur Général et le lancement d'une réflexion stratégique, destinée à asseoir la position d'AGRICA comme acteur majeur de la protection sociale des univers agricole et agroalimentaire.

Afin de construire cette stratégie sur des fondations solides et durables, le Groupe a mis à profit l'exercice écoulé pour renforcer les piliers de son activité. L'assainissement de la situation financière et comptable de ses institutions s'est poursuivi, la dynamique de développement commercial en assurances de personnes s'est confirmée, et l'intégration de la retraite complémentaire au sein de l'Alliance professionnelle a été encore accentuée.

Fidèle à ses valeurs humaines, AGRICA a porté son attention toute particulière en 2023 à l'accompagnement de ses ressortissants, notamment au travers de ses nombreux programmes d'action sociale et de prévention, mais également de ses collaborateurs, dont le quotidien évolue au rythme des transformations du Groupe.

## FAITS MARQUANTS ANNÉE 2023

### ◆ Vie institutionnelle du Groupe AGRICA

L'année 2023 a vu le début, au 1<sup>er</sup> janvier, de la nouvelle mandature des Conseils d'administration de l'association sommitale GROUPE AGRICA et du GIE AGRICA GESTION, pour la période 2023-2026. Sollicitées en amont, les organisations syndicales et professionnelles ont procédé à la désignation de leurs représentants et des Conseils d'administration constitutifs se sont réunis dans leur nouvelle composition le 8 décembre 2022, afin notamment d'élire leur Présidence paritaire, pour les quatre ans à venir, avec une alternance prévue à mi-mandat, conformément aux principes du paritarisme. MM. Jérôme VOLLE (FNSEA) et Bernard PIRE (CFE-CGC), ont ainsi été élus respectivement Président et Vice-président du Groupe.

Le Groupe AGRICA a, par ailleurs, connu au cours de cette année un certain nombre d'évolutions dans son organisation, notamment l'arrivée de M. Julien BRAMI. D'abord comme directeur de la transformation stratégique, à compter du 6 mars 2023, puis comme Directeur Général, en remplacement de M. Frédéric HERAULT au 1<sup>er</sup> juillet de la même année, M. BRAMI a rapidement pu apprécier l'importance des missions de protection sociale et de retraite complémentaire assurées par le Groupe, et mesurer les défis à relever. Afin de rééquilibrer la prise de décision entre les enjeux financiers d'une part, et les enjeux clients et développement d'autre part, et ainsi réduire les effets de « silotage » entre les pôles financier et assurance du Groupe, M. BRAMI a également proposé la nomination de M. Éric GERARD en qualité de Directeur Général Délégué du Groupe AGRICA et de troisième dirigeant effectif dans les entités assurantielles, ce que les Conseils d'administration du mois de décembre 2023 ont tous approuvé à l'unanimité. Enfin, un poste de directeur de la stratégie et de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) a été créé et confié à M. Ludovic MAGNIN, avec pour mission principale de porter, avec la direction générale, la définition, la mise en œuvre et le pilotage d'une réflexion stratégique.

Autre fait marquant de l'exercice écoulé : la réalisation, par le Cabinet Deloitte, d'un audit règlementaire portant sur la mandature sortante 2019-2022 du Conseil d'administration, afin d'en évaluer les travaux et d'identifier, au bénéfice de la mandature suivante, des axes d'amélioration et des bonnes pratiques à mettre en œuvre. Dans ce cadre, l'ensemble des membres du Conseil d'administration ont été sollicités afin de répondre à un questionnaire, et des entretiens ont été organisés avec la Présidence paritaire du Conseil d'administration, les membres du Bureau, la Présidence paritaire du comité d'audit et des risques de la SGAPS AGRICA PRÉVOYANCE, le Directeur Général, la directrice des affaires générales et la responsable du département instances, afin de compléter les réponses apportées au questionnaire. Au terme de cet audit, le Cabinet Deloitte a apprécié la capacité du Conseil d'administration à répondre à ses attributions.

Les statuts des différentes entités du Groupe, ainsi que les règlements intérieurs de leurs Conseils d'administration, ont également fait l'objet en 2023 d'une mise à jour, afin de rendre possible la réunion d'instances en mode hybride ou à distance, en audio ou visioconférence. L'objectif de cette mesure est de permettre une plus grande flexibilité dans l'organisation des instances, lorsque leur ordre du jour s'y prête, et de faciliter l'obtention du quorum.

### ◆ L'adaptation du Groupe aux évolutions de l'environnement stratégique

Dès sa prise de fonction, le Directeur Général a engagé un nouveau cycle de réflexion stratégique. Les réunions du groupe de travail stratégie GROUPE AGRICA du 21 juin 2023, et du Conseil d'administration de l'association sommitale GROUPE AGRICA du 27 septembre 2023, ont été l'occasion pour lui de présenter une méthodologie et un calendrier prévisionnel, avec comme objectif un plan stratégique complet établi en 2024. Afin de fixer un cap clair à la gouvernance du Groupe, à ses collaborateurs, à ses ressortissants et à ses clients, ainsi qu'à l'ensemble de ses partenaires, ce plan stratégique prévoit d'afficher une ambition fédératrice, tenant compte à la fois de son ADN et de l'environnement mouvant dans lequel il évolue. Il est à souligner que la démarche a intégré la mise en place de groupes de réflexion afin d'étudier sept thématiques : la prospective de la retraite complémentaire, le développement et multidistribution, les offres et services, le modèle industriel du Groupe à cinq ou dix ans, la stratégie financière, la marque employeur et l'efficacité. Ces groupes se sont réunis entre deux et trois fois, et cinq de ces sept groupes ont associé administrateurs et collaborateurs. En parallèle de cette réflexion stratégique, deux priorités immédiates ont par ailleurs été fixées : améliorer la qualité de gestion et sécuriser la clôture comptable.

D'importants moyens ont été mis en œuvre pour rétablir la qualité de gestion offerte par AGRICA à ses ressortissants et clients depuis le début de 2023. Un budget dédié a ainsi été alloué à cette priorité, et les équipes métier ont été redimensionnées, avec un renfort de 100 ETP chez les différents prestataires de l'institution, qui sera maintenu en 2024. Ces renforts viennent appuyer l'ensemble des enjeux de gestion (adhésion, affiliation, liquidation, décès, etc.). Ces efforts devront permettre de constater des améliorations dès 2024, tant en termes d'efficacité opérationnelle et de pilotage de l'activité que de qualité perçue par les clients.

La démarche « RSE » de l'entreprise, visant à contribuer aux enjeux de développement durable, à avoir un impact positif sur la société et à respecter l'environnement, tout en étant économiquement viable, a, elle aussi, été réactivée. Engagée dès 2006, celle-ci a en effet pris un nouvel élan avec notamment la nomination d'un directeur de la stratégie et de la RSE et le lancement d'un projet d'entreprise dédié. Les objectifs affichés sont de mettre AGRICA en conformité avec ses obligations réglementaires, de définir des ambitions collectives allant au-delà de ces obligations, pour créer une véritable culture commune, et de communiquer, tant en interne qu'en externe, sur l'action d'AGRICA. Là encore, une démarche collaborative a été souhaitée, avec la mise en place de groupes de travail thématiques internes à l'entreprise et la sollicitation régulière des collaborateurs pour partager idées et bonnes pratiques.

Parallèlement, la cybersécurité a fait l'objet d'une attention toute particulière dans le contexte de l'augmentation des attaques visant les professionnels de la santé et les acteurs du marché de la protection sociale. Du point de vue opérationnel, les mesures de protection des systèmes d'information du Groupe, et la capacité à les restaurer en cas d'attaque, ont été auditées et renforcées en 2023. Des tests d'intrusion sont régulièrement effectués, et la sensibilisation et la formation des collaborateurs contre l'hameçonnage, vecteur principal de ces attaques, s'est poursuivie.

## ◆ Les faits marquants de l'activité des institutions de prévoyance et de leurs filiales

En ce qui concerne l'activité des institutions de prévoyance du Groupe AGRICA et de leurs filiales, une des priorités de l'année 2023 a été d'assurer un suivi rigoureux et précis de leur solvabilité, les dérives de la sinistralité engendrées par la crise sanitaire depuis 2020 étant venues impacter de manière significative leurs équilibres techniques et financiers.

Au terme de l'exercice 2023, les différentes entités du Groupe, CPCEA, la CCPMA PRÉVOYANCE et leurs filiales, les Fonds de retraite professionnelle supplémentaire CPCEA RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE et CCPMA RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE, affichent des ratios de solvabilité confortables, de respectivement 411 %, 342 %, 466 % et 413 %. La SGAPS AGRICA PRÉVOYANCE affiche une solvabilité confortée à 268 %.

Au titre d'AGRI PRÉVOYANCE, le rétablissement de la solvabilité de l'institution à un niveau satisfaisant s'effectue depuis 2022 dans le cadre d'un plan de remédiation arrêté par son Conseil d'administration. Après la recapitalisation de l'institution, la mise en œuvre de la deuxième phase de ce plan, initiée en 2022, s'est poursuivie cette année et a fortement mobilisé les Conseils d'administration. Ainsi, ce ne sont pas moins d'une centaine de commissions paritaires qui se sont réunies pour présenter les comptes et les mesures de rééquilibrage nécessaires. Ces actions ont fait l'objet de *reportings* réguliers aux administrateurs et d'un suivi rigoureux au sein d'un groupe de travail spécifique. Ce rythme de travail soutenu, associé à l'exercice des responsabilités des partenaires sociaux, a permis d'atteindre un taux de réalisation supérieur à 90 % de la deuxième phase du plan de redressement. Parmi les faits marquants, peuvent être cités : le redressement à 100 % de l'Accord national de la production agricole, acté en janvier 2024, la signature des avenants à la convention de distribution réduisant les commissions d'apport des partenaires à 6 %, ainsi que la réponse positive de la branche du Paysage à l'offre proposée par AGRICA, intégrant les redressements tarifaires attendus, dans le cadre de l'appel d'offres des régimes santé et prévoyance des non-cadres du Paysage. À horizon de la fin de l'année 2025, le chiffre d'affaires supplémentaire attendu est estimé à près de 30 millions d'euros.

Après plusieurs séminaires dédiés, la troisième phase du plan de remédiation est bien engagée. En effet, sur décision des Conseils d'administration d'AGRI PRÉVOYANCE, de la CPCEA, de la SGAPS AGRICA PRÉVOYANCE et de l'association sommitale GROUPE AGRICA des 5, 6 et 7 décembre 2023, les travaux en vue de préparer la fusion avec transfert de portefeuille d'AGRI PRÉVOYANCE et de la CPCEA à horizon du mois de juin de l'année 2024, ont été initiés. Les Conseils d'administration qui se sont tenus au début du mois d'avril 2024 ont validé les propositions menant au rapprochement, portées aux Assemblées Générales extraordinaires des deux entités concernées de ce début juin.

## ◆ Développement et réalisations commerciales

Porté par le développement commercial, le redressement des portefeuilles, et une croissance organique soutenue, le chiffre d'affaires du Groupe AGRICA en assurances de personnes a dépassé en 2023 la barre symbolique des 800 millions d'euros.

Sur le périmètre d'AGRI PRÉVOYANCE, l'activité s'est concentrée sur les négociations paritaires destinées à recouvrer les équilibres techniques des accords couverts par l'institution, dans le respect du plan de redressement décidé par le Conseil d'administration de l'institution en mars 2022, comme évoqué précédemment. Au global, le chiffre d'affaires de l'institution s'établit pour 2023 à 187,5 millions d'euros.

En ce qui concerne la CCPMA PRÉVOYANCE, le chiffre d'affaires 2023 affiche une hausse de plus de 11 % par rapport à 2022, à 256 millions d'euros, portée notamment par la croissance organique du portefeuille. Pour la deuxième année consécutive, l'exercice a également été consacré à la recherche des équilibres techniques, tant pour le régime d'adhésion, avec une indexation de 6,3 % à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2024, décidée unanimement par les partenaires sociaux lors du Conseil d'administration du 5 décembre 2023, que pour les contrats sur mesure, à l'image du redressement intégral du contrat Cerfrance. Sur le périmètre des grands comptes, le marché s'est avéré particulièrement dynamique. L'institution a en effet répondu à 33 appels d'offres, sur un total de 54 sollicitations, pour un taux de concrétisation de 52 %. À ce titre, quelques grands noms entreront dans son portefeuille à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2024, tels que LDC, Oliviers & Co ou encore Wolfberger. Au global, le chiffre d'affaires généré par la campagne d'appels d'offres 2023 est estimé à près de 27 millions d'euros.

Porté par le déploiement du PER CCPMA, dans un contexte, soulignons-le, hautement concurrentiel, le chiffre d'affaires 2023 de la CCPMA RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE s'établit à 177 millions d'euros, en hausse de plus de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

S'agissant de la CPCEA, le chiffre d'affaires 2023 s'élève à près de 90 millions d'euros, en croissance de 13 % par rapport à 2022. Sur le périmètre du Paysage, l'année a été marquée par le renouvellement de la recommandation de l'institution dans le cadre de l'accord des Travailleurs et Agents de Maîtrise et des Cadres de la branche, à effet du 1<sup>er</sup> janvier, couplée à la croissance organique du portefeuille. Sur celui de la Production Agricole, des ajustements ont été faits, par voie d'avenant, sur la CCN de 1952, avec pour objectif d'assurer aux salariés cadres la meilleure protection sociale complémentaire, tout en préservant les intérêts de l'institution.

La CPCEA RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE a, elle, connu en 2023 une très forte hausse de son chiffre d'affaires, qui s'établit à 97 millions d'euros, contre 53 millions d'euros en 2022. Cette croissance de près de 85 % s'explique par l'application, pour la première fois sur une année pleine, des accords paritaires portant sur la mise en place des régimes de retraite supplémentaire des non-cadres de la Production Agricole, des Coopératives d'utilisation de matériels agricoles (CUMA), des Entreprises de travaux et services agricoles ruraux et forestiers (ETARF) et des non-cadres du Paysage.

## ◆ L'Alliance professionnelle

L'année 2023 constitue une année importante en termes de gouvernance pour l'Alliance professionnelle, puisqu'elle a été celle du renouvellement de l'ensemble de ses instances. Ainsi, le Conseil d'administration de l'institution de retraite complémentaire (IRC) a été renouvelé dans un nouveau format afin de répondre aux exigences de la fédération Agirc-Arrco. En effet, il est désormais composé de 30 administrateurs, contre 40 auparavant, et de personnes qualifiées qui assistent aux réunions sans prendre part au vote. Ce nouveau statut, inscrit au sein d'un règlement intérieur adopté par le Conseil d'administration du mois de mars 2023, a été créé afin de préserver les équilibres politiques. Lors de la prise d'effet de cette mandature, le 14 juin 2023, une nouvelle Présidence paritaire a été élue, en la personne de M. ROPERT (CGT) et M. JEANPIERRE (MEDEF), issus respectivement des GPS Audiens et Lourmel, et les différentes commissions de l'IRC ont été constituées. Dans le même temps, les compositions des instances de la section professionnelle AGRICA ont également été renouvelées. Dans ce cadre, M. Joseph LECHNER (collège des adhérents) est devenu Président, et M. Emmanuel CUVILLIER (collège des participants) Vice-président du comité paritaire professionnel. Concernant la commission d'action sociale, c'est Mme Françoise TABUCE (collège des participants) et Mme Irène MOOG (collège des adhérents) qui ont été désignées, respectivement, Présidente et Vice-présidente.

Par ailleurs, en 2023, le déploiement des outils fédéraux pour la gestion des actifs et des liquidations notamment, ainsi que les mutualisations engagées entre les six Groupes de protection sociale (GPS) membres de l'Alliance professionnelle, se sont poursuivis conformément à la feuille de route 2022-2026, adoptée en 2021. Concernant les modalités de mutualisation des activités de gestion, l'approche retenue est finalement celle d'une mutualisation intégrale, c'est-à-dire avec l'ensemble des dossiers distribués à tous les GPS, sans différenciation du groupe de provenance. AGRICA a néanmoins défendu que chaque GPS puisse conserver une interlocution directe avec certains clients prédéterminés (grands comptes, relations affinitaires avec certains publics, spécificités réglementaires...). À noter, qu'au cours de l'exercice une actualisation de la feuille de route s'est avérée nécessaire du fait des nouvelles trajectoires d'économies imposées par la fédération Agirc-Arrco. Celles-ci donnent en effet pour cible une réduction des coûts de l'ordre de plus de 33 millions d'euros sur cette période quinquennale, dont 18 millions d'euros sur le périmètre des fonctions supports.

Soulignons qu'au cours de l'année, le Groupe AGRICA a décidé de proposer une nouvelle feuille de route pour son action sociale Agirc-Arrco. En effet, dans un contexte marqué par la définition de nouvelles orientations prioritaires Agirc-Arrco associée à une baisse des dotations, cette feuille de route doit permettre de construire une offre en cohérence avec les besoins des ressortissants du Groupe et de renforcer l'efficacité de l'action sociale, en optimisant les coûts de gestion et les circuits opérationnels. Dans ce cadre, le référentiel des aides individuelles a évolué au cours de l'année simplifiant de fait la gestion des dossiers de demandes et leur traitement. Concrètement, le nombre de pièces justificatives demandées

aux bénéficiaires a été réduit et une commission restreinte composée de la Présidence paritaire de la commission d'action sociale professionnelle a été mise en place, pour répondre rapidement aux situations d'urgence. En ce qui concerne les demandes de financement de projets, la commission d'action sociale étudiera désormais uniquement les projets à fort impact budgétaire (subvention supérieure à 30 000 euros) et stratégiques pour le Groupe AGRICA.

Enfin, à noter également sur le périmètre de la retraite complémentaire, l'adhésion du GIE AGRICA GESTION, sur décision de son Conseil d'administration, au groupement de fait constitué au niveau de l'Alliance professionnelle, afin de pouvoir poursuivre la mise à disposition de moyens pour la gestion de la retraite complémentaire, en exonération de TVA, pour les activités mutualisées réalisées par les GPS membres pour le compte de l'Alliance.

## ◆ Action sociale et prévention

L'année 2023 a notamment été marquée par la réactivation, à l'initiative de la gouvernance paritaire du Groupe, du dispositif AGRICA Solidaire au bénéfice des sinistrés des intempéries survenues à la fin de l'année 2023 dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Créé en 2020 pour répondre aux situations difficiles engendrées par la Covid, ce dispositif a permis d'apporter une aide financière immédiate aux ressortissants du Groupe touchés.

Au sein de la commission d'action sociale commune, les trois institutions de prévoyance du Groupe ont consacré cette année plus de 300 000 euros de subventions pour différents projets collectifs. Les thèmes chers aux partenaires sociaux que sont la prévention, l'accès à l'emploi, ou encore l'accompagnement des aidants ont été cette année encore particulièrement soutenus. Parmi les grands projets cofinancés en 2023, on peut citer celui porté par l'Association « Sourire à la vie », dans le cadre de la transformation, à Marseille, d'un château en lieu d'accompagnement d'enfants atteints du cancer et de leurs proches aidants. Par ailleurs, le partenariat avec le Fonds de dotation CLINATEC, en place depuis 2021, a évolué, dans l'idée de mieux correspondre aux thématiques de prévention portées par le Groupe à l'instar du stress, des risques psychosociaux, des maladies cardiovasculaires et du diabète. Aussi, la subvention pluriannuelle concernera désormais le développement d'un projet « stress, diabète et intelligence artificielle ». À ces actions communes, s'ajoutent les aides individuelles accordées par les commissions d'action sociale des institutions de prévoyance, pour un montant global de près de 400 000 euros.

Sur le périmètre de la retraite complémentaire, près de 6 000 aides individuelles ont été accordées pour un montant de près de 1,7 million d'euros. En sus, plus de 15 000 bénéficiaires ont profité des 3,9 millions d'euros distribués au titre des aides collectives, en soutien, notamment, du service de répit à domicile « Objectif Bulle d'air 4 », porté par la MSA, d'une unité d'hospitalisation dédiée aux personnes en situation de handicap à Marseille, ou encore d'un dispositif de maintien du lien social intergénérationnel « la Journalette ».

## ◆ Communication et visibilité du Groupe

Les équipes d'AGRICA se sont fortement mobilisées en 2023 pour assurer la présence et le rayonnement du Groupe dans les grands événements professionnels du secteur agricole, et notamment sur le Salon International de l'Agriculture, sur le Salon international de l'élevage (SPACE), sur le Salon agricole international des techniques de production biologique et alternative (Tech & Bio), au Sommet de l'élevage, ou encore au Salon Paysalia. Le Groupe a également participé à plusieurs congrès, tels que le Congrès national des entrepreneurs des territoires, le Congrès FNSEA ou encore le Congrès de La Coopération Agricole.

Moment fort de l'année, la 9<sup>e</sup> édition des Trophées 2023 « Lutte contre le gaspillage alimentaire : le temps des solutions » s'est tenue le 25 octobre 2023, en présence de la Présidence paritaire d'AGRICA et d'un certain nombre d'administrateurs. Cette année encore, le jury, composé des Présidents et des Vice-présidents des commissions d'action sociale des institutions du Groupe, a souligné l'ingéniosité des candidats et l'énergie positive émanant de leurs initiatives. Le Prix des salariés a été décerné à La Cantine Savoyarde Solidarité, restaurant humanitaire à Chambéry.

AGRICA a également lancé en 2023 un concours de photographie. Cette nouvelle initiative, portant le nom de « Nouveaux regards », vise à mettre en valeur l'univers et la famille agricole à travers la vision de jeunes photographes. La remise des prix s'est déroulée sur le stand d'AGRICA au Salon de l'Agriculture, le 29 février 2024 et les photos récompensées y ont été exposées pendant toute la durée de l'évènement et sont maintenant visibles dans les locaux d'AGRICA.

## ◆ Ressources humaines et vie de l'entreprise

Un nouvel outil de gestion des ressources humaines, SmartRH, a été mis en place, après de nombreux mois de travail, de paramétrages et de tests. Conçu comme un véritable portail participatif entre les collaborateurs et leur manager, il permet de fluidifier et sécuriser la gestion de leurs dossiers personnels, de

leur planning, ainsi que de leur paie. Plusieurs webinaires ont été animés par la direction des ressources humaines pour accompagner les collaborateurs dans la prise en main de ce nouvel outil.

2023 a également vu le Groupe renforcer son approche de l'alternance. Depuis le mois de septembre, les équipes du Groupe comptent 26 collaborateurs concernés par ce dispositif, certains pour la deuxième année consécutive, et le programme PAR « Pour une Alternance Réussie » permet désormais aux alternants de bien identifier leurs rôles, les moyens à leur disposition et les attentes placées en eux. Le programme prévoit également la formation des tuteurs et la sensibilisation des managers sur leurs rôles respectifs dans le cadre de l'accompagnement des alternants.

Par ailleurs, dans le cadre de sa politique active en faveur des collaborateurs en situation de handicap, AGRICA a pris activement part à la Semaine Européenne pour l'Emploi des Personnes Handicapées. Des actions de sensibilisation ont été menées, pour aider les collaborateurs à auto-évaluer leur compréhension des situations de handicap et les enjeux afférents. Un atelier d'échanges destiné aux salariés de l'entreprise porteurs d'un handicap a également rencontré un vif succès.

À noter également, le déménagement, le 13 novembre 2023, après plusieurs mois de travaux et d'aménagements, des 63 collaborateurs d'AGRICA à Bordeaux vers un espace de travail neuf, moderne, polyvalent, et certifié Haute Qualité Environnementale. Un comex décentralisé s'est tenu dans ces nouveaux locaux le 18 décembre 2023, permettant à celui-ci de découvrir les aménagements du site.

Enfin, pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, AGRICA s'est engagé auprès de l'Institut CURIE pour soutenir la campagne annuelle de sensibilisation des femmes au dépistage du cancer du sein, et de récolte de fonds pour la recherche, Octobre Rose. À ce titre, plus de 150 participants ont ainsi contribué chez AGRICA au défi « 10 000 pochettes pour Curie ». 35 collaborateurs ont par ailleurs pris part à différents événements sportifs, à Paris comme en région, tels que les courses « Odyssea » ou encore le « Challenge Ruban rose ».

## ◆ Conclusion

L'année 2023 a donc vu le Groupe AGRICA renforcer son positionnement comme acteur majeur de la protection sociale des mondes agri et agro, tant par le rôle moteur qu'il assure au sein de l'Alliance professionnelle, que par son ancrage toujours croissant auprès des entreprises et des ressortissants sur les marchés de l'assurance de personnes.

Par une action sociale pertinente et efficace, AGRICA a démontré une nouvelle fois que la solidarité faisait partie intégrante de son ADN. Cette spécificité est désormais activement reconnue comme un facteur différenciant sur les marchés hautement concurrentiels dans lesquels AGRICA évolue.

2024 verra notamment l'aboutissement du cycle de réflexion stratégique engagé au cours de l'année écoulée. La définition, dans ce cadre, d'un cap clair, porteur d'une ambition fédératrice, constituera un outil essentiel pour qu'AGRICA continue sa marche en avant, au service des univers agricole et agroalimentaire.

# Présentation des **comptes et résultats financiers**

Le GIE AGRICA GESTION met à disposition de ses membres les moyens nécessaires à leur fonctionnement, aussi bien en termes de moyens informatiques que de moyens humains. Les projets d'entreprise comme l'adaptation du métier de la retraite supplémentaire à la loi PACTE, les travaux de digitalisation, ou le *reporting* trimestriel assurantiel ou bien la migration vers un nouvel outil SIRH se sont poursuivis.

Au global, les charges d'exploitation augmentent de 5,33 %. Cette hausse s'explique principalement par la forte inflation connue sur 2023 ainsi que le fort niveau d'investissements dans les nombreux projets d'entreprise.

Dans ce contexte, les activités de retraite complémentaire ont vu sur 2023 une augmentation des coûts de gestion, notamment du fait de la montée en charge en année pleine du nouveau centre d'appel partagé d'Angers (ACRC). Les activités d'assurances de personnes nécessitent d'investir.

# 1. LE COMPTE DE RÉSULTAT

Les charges d'exploitation de l'exercice 2023, hors résultat financier et exceptionnel, atteignent 177,2 millions d'euros contre 168,3 millions d'euros pour l'exercice précédent. Elles augmentent de 5,3 %.

- ◆ Les **charges de personnel, impôts et taxes** augmentent de 8,8 % à 78,0 millions d'euros :
  - ◆ les **salaires et charges sociales** ont connu une hausse de 9,0 % à 70,2 millions d'euros (pour 64,4 sur 2022). Cette évolution s'explique principalement par une augmentation de la masse salariale sur 2023 de 8,0 % (+ 2,5 millions d'euros) aussi bien une augmentation des rémunérations, qu'une augmentation des effectifs (835 personnes en 2023 pour 786 en 2022), une hausse significative des primes et promotions + 104 % (+ 1,0 million d'euros) une hausse de la prime d'intéressement de 8,5 % (+ 0,1 million d'euros) à la suite d'une renégociation de l'accord d'intéressement, ainsi qu'une augmentation des coûts pédagogiques de formation de 110,0 % (+ 0,4 million d'euros),
  - ◆ les **impôts et taxes** enregistrent une augmentation de 7,1 % à 7,8 millions d'euros contre 7,3 millions d'euros pour l'exercice précédent, qui s'explique notamment par une forte augmentation de la taxe sur les salaires de 12,5 % à 5,5 millions d'euros (+ 0,6 million d'euros).
- ◆ Le poste **autres achats et charges externes** affiche un montant de 86,7 millions d'euros, en diminution de 1,1 % sur l'exercice :
  - ◆ les **prestations CCMSA** engagées au titre des délégations de gestion des activités représentent 22,6 millions d'euros, en augmentation de 10,1 % sur l'exercice :
    - les charges relatives à la retraite complémentaire sont inchangées sur l'exercice à 12,3 millions d'euros,
    - les charges relatives à l'assurance de personnes augmentent à 10,3 millions d'euros (+ 1,7 million d'euros), compte tenu des régularisations effectuées sur les frais de gestion relatifs à l'exercice 2022 et les régularisations CICAP sur les exercices antérieurs ;
  - ◆ les **charges de sous-traitance et de maintenance informatique** totalisent 13,4 millions d'euros, en diminution de 20,7 % :
    - les charges de sous-traitance informatique et la maintenance informatique représentent respectivement 7,4 millions d'euros (- 22,2 %) et 6,0 millions d'euros (+ 37,1 %). La variation des coûts de maintenance informatique s'explique principalement par les coûts d'exploitation et de développement du nouvel outil ALTO pour la gestion de la retraite supplémentaire pour les cadres qui a entraîné des coûts de fonctionnement de 2,9 millions d'euros sur 2023. La sous-traitance informatique est en diminution de 22,2 % notamment du fait d'un reclassement des coûts Amundi qui ne sont plus en sous-traitance mais en maintenance informatique à la suite au passage en phase de *run* ;
- ◆ les **charges de services extérieurs** totalisent 30,4 millions d'euros (+ 3,3 millions d'euros), en hausse de 12,1 %. Cette variation s'explique principalement par le recours à des prestations extérieures au niveau de la gestion dans le cadre du projet loi PACTE afin de résorber les retards dus au démarrage du projet sur ALTO,
- ◆ les **charges d'honoraires** s'élèvent pour l'année 2023 à 0,9 million d'euros en diminution de 53,0 %. Cette diminution provient notamment des honoraires d'huissiers et d'avocats qui ont diminué de 0,4 million d'euros (- 65,32 %) et une baisse des autres honoraires de 0,5 million d'euros (- 89,6 %),
- ◆ les **loyers, charges locatives et charges d'entretien** s'affichent en hausse de 15,2 % à 12,9 millions d'euros en 2023 contre 11,2 millions d'euros sur l'exercice antérieur :
  - les locations immobilières et charges locatives sont en hausse de 23,2% à hauteur de 9,3 millions d'euros. Cette variation s'explique principalement par la location des bureaux Wojo en coworking (0,7 million d'euros), par l'augmentation généralisée des loyers du fait de leur indexation (+0,6 million d'euros) et dans une moindre mesure par le paiement d'un double loyer sur le site de Bordeaux dans le cadre du changement de locaux (+0,2 million d'euros). Les dépenses d'entretien et aménagement diminuent de 9,7% en 2023 pour s'établir à 1,5 million d'euros,
  - les locations mobilières progressent de 94 milliers d'euros pour s'établir à 2,1 millions d'euros (+ 4,8 %), la plus forte progression étant positionnée sur le poste 'location de matériel' pour 53 milliers d'euros ;
- ◆ les **frais postaux et de télécommunications** diminuent de 16,5 % à 1,9 million d'euros en 2023 : on constate notamment une forte diminution des frais d'affranchissements (- 41,6 %), compensée par une augmentation des frais de téléphonie (+ 26,1 %) ou bien des autres frais postaux et de télécommunications (169,1 %),
- ◆ les **autres postes de frais généraux** (énergie, transports et déplacements, imprimés, assurances...) s'élèvent à 6,9 millions d'euros, en hausse de 4,7 %. Les principales variations proviennent des charges de relations publiques (instances, salons) qui ont augmenté de 48,2 % à 0,8 million d'euros,
- ◆ les **primes d'assurances versées dans le cadre du plan d'indemnités de fin de carrière** ont dégagé un boni sur l'exercice 2023 du fait d'une forte diminution des engagements. Cette reprise de 3,0 millions d'euros est la conséquence de la forte hausse des taux sur l'exercice.
- ◆ Les **autres charges de gestion courante** augmentent à 1,0 million d'euros (+ 36,6 %), en raison de l'augmentation des redevances sur licences de logiciels (+ 1,2 million d'euros) et une diminution des frais d'instance de - 0,1 million d'euros (- 34,7 %).
- ◆ Les **dotations aux amortissements d'exploitation** sont en hausse à 7,4 millions d'euros (soit une hausse de 10,1 %), en lien avec les investissements informatiques réalisés pour renforcer l'infrastructure.

- ◆ **Hors exploitation**, les résultats sont les suivants :
  - ◆ le **résultat financier** affiche un résultat positif grâce à la rémunération des comptes sur livrets,
  - ◆ le **résultat exceptionnel** affiche lui aussi un résultat non significatif.
- ◆ **Les produits d'exploitation** s'élèvent à 177,3 millions d'euros :
  - ◆ **les autres produits d'exploitation** s'élèvent à 0,3 million d'euros au titre de prestations de service refacturées à AGRICA ÉPARGNE,
  - ◆ **les remboursements des frais engagés et les transferts aux institutions membres des engagements envers le personnel** représentent 176,9 millions d'euros, en hausse de + 5,3 % :
- les charges des activités assurances de personnes progressent avec une hausse de 6,6 % à 126,2 millions d'euros : cette hausse s'explique notamment par les charges des investissements informatiques (projets digitaux), ainsi que par le déploiement des nouveaux produits tant en retraite supplémentaire dans le cadre de la loi PACTE visant les populations cadres (ALTO) ou bien le projet de Pilotage trimestriel assurantiel (PTA),
- les coûts par la fédération Agirc-Arrco sont en hausse de 2,3 %, en affichant un montant de 50,7 millions d'euros dont 4,7 millions d'euros de coûts liés aux coûts mutualisés.

## 2. LE BILAN

### ◆ L'actif

- ◆ **L'actif immobilisé** affiche un montant de 19,5 millions d'euros, en hausse de 5,1 % en raison d'investissements réalisés au cours de l'exercice. Les postes d'immobilisation se répartissent de la manière suivante :
  - ◆ les **immobilisations incorporelles** : 17,1 millions d'euros, représentant des développements informatiques et logiciels,
  - ◆ les **immobilisations corporelles** : 2,0 millions d'euros (matériels informatiques, mobiliers de bureau...),
  - ◆ les **immobilisations financières** pour 0,4 million d'euros (avances aux salariés, dépôts de garantie...);
- ◆ **L'actif circulant** totalise un montant de 116,4 millions d'euros, ventilé comme suit :
  - ◆ les **créances** inscrites à hauteur de 110,8 millions d'euros représentant principalement les comptes courants et les engagements transférés aux différentes entités du Groupe,
  - ◆ les **valeurs mobilières de placement et disponibilités** s'établissent à 2,6 millions d'euros, en diminution compte tenu du niveau des liquidités adaptées au besoin de trésorerie de la structure,
  - ◆ les **charges constatées d'avance**, soit 3,0 millions d'euros, correspondent principalement à la facturation d'avance des loyers du 1<sup>er</sup> trimestre 2024.

### ◆ Le passif

- ◆ **Les provisions pour risques et charges**, en augmentation à 1,8 million d'euros.
- ◆ **Les dettes** pour 134,1 millions d'euros, sont en hausse de 42,8 % et se ventilent de la manière suivante :
  - ◆ les **dettes fournisseurs** pour 39,9 millions d'euros,
  - ◆ les **dettes fiscales et sociales** s'établissent à 23,1 millions d'euros, principalement au titre des cotisations dues à la MSA et aux autres organismes sociaux, ainsi que des provisions pour congés à payer,
  - ◆ les **dettes sur immobilisations** affichent 2,3 millions d'euros,
  - ◆ les **autres dettes diverses**, pour 71,1 millions d'euros, comprennent les comptes courants des institutions membres du GIE AGRICA GESTION pour 46,2 millions d'euros, ainsi que les charges à payer pour 24,9 millions d'euros.

**COMPTE DE RÉSULTAT**

| Rubriques (en K€)   | France | Exportation | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|--------|-------------|------------|------------|
| Ventes de marchandises  |        |             |            |            |
| Production vendue de biens  |        |             |            |            |
| Production vendue de services   | 335    |             | 335        | 272        |
| Chiffres d'affaires nets  | 335    |             | 335        | 272        |
| Production stockée  |        |             |            |            |
| Production immobilisée  |        |             |            |            |
| Subventions d'exploitation  |        |             | 24         | 3          |
| Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges |        |             | 176 877    | 168 010    |
| Autres produits   |        |             | 0          | 0          |
| Produits d'exploitation   |        |             | 177 236    | 168 286    |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane)                               |        |             |            |            |
| Variation de stock (marchandises)   |        |             |            |            |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)   |        |             |            |            |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements)                     |        |             |            |            |
| Autres achats et charges externes   |        |             | 86 738     | 87 717     |
| Impôts, taxes et versements assimilés   |        |             | 7 830      | 7 311      |
| Salaires et traitements   |        |             | 46 727     | 43 219     |
| Charges sociales  |        |             | 23 492     | 21 189     |
| <b>Dotations d'exploitation</b>   |        |             |            |            |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements                                |        |             | 7 447      | 6 127      |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations                                 |        |             |            |            |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations                                 |        |             |            |            |
| Dotations aux provisions  |        |             | 1 312      | 0          |
| Autres charges  |        |             | 3 689      | 2 700      |
| Charges d'exploitation  |        |             | 177 235    | 168 263    |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>  |        |             | <b>1</b>   | <b>23</b>  |
| <b>Opérations en commun</b>   |        |             |            |            |
| Bénéfice attribué ou perte transférée   |        |             |            |            |
| Perte supportée ou bénéfice transféré   |        |             |            |            |
| <b>Produits financiers</b>  |        |             |            |            |
| Produits financiers de participations   |        |             |            |            |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé          |        |             |            |            |
| Autres intérêts et produits assimilés   |        |             | 4          | 0          |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges                   |        |             |            |            |
| Différences positives de change   |        |             |            |            |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement                     |        |             | 0          | 0          |
| Produits financiers   |        |             | 5          | 0          |
| Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions             |        |             |            |            |
| Intérêts et charges assimilées  |        |             | 0          | 0          |
| Différences négatives de change   |        |             |            |            |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement                    |        |             |            |            |
| Charges financières   |        |             | 0          | 0          |
| Résultat financier  |        |             | 5          | 0          |
| <b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>  |        |             | <b>6</b>   | <b>23</b>  |

Chiffres arrêtés au 31 décembre 2023.

## COMpte DE RÉSULTAT

| Rubriques (en K€)   | 31/12/2023     | 31/12/2022     |
|---|----------------|----------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion                          | 0              | 1              |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital                          |                |                |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges           |                |                |
| <b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>   | <b>0</b>       | <b>1</b>       |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion                         | 6              | 24             |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital                         | 0              | 0              |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions |                |                |
| <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>  | <b>6</b>       | <b>24</b>      |
| <b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>  | <b>- 6</b>     | <b>- 23</b>    |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise                  |                |                |
| Impôts sur les bénéfices  |                |                |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>   | <b>177 240</b> | <b>168 287</b> |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>  | <b>177 240</b> | <b>168 287</b> |
| <b>BÉNÉFICE OU PERTE</b>  | <b>0</b>       | <b>0</b>       |

Chiffres arrêtés au 31 décembre 2023.

**BILAN ACTIF**

| Rubriques (en K€)                             | Montant brut   | Amort. prov.  | 31/12/2023     | 31/12/2022    |
|---|----------------|---------------|----------------|---------------|
| Capital souscrit non appelé                   |                |               |                |               |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>          |                |               |                |               |
| Frais d'établissement                         |                |               |                |               |
| Frais de développement                        |                |               |                |               |
| Concessions, brevets et droits similaires     | 57 908         | 48 176        | 9 732          | 7 891         |
| Fonds commercial                              |                |               |                |               |
| Autres immobilisations incorporelles          |                |               |                |               |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles     | 7 385          | 0             | 7 385          | 9 311         |
| <b>Immobilisations corporelles</b>            |                |               |                |               |
| Terrains                                      |                |               |                |               |
| Constructions                                 |                |               |                |               |
| Installations techniques, matériel, outillage | 2 476          | 1 281         | 1 195          | 556           |
| Autres immobilisations corporelles            | 6 973          | 6 151         | 822            | 517           |
| Immobilisations en cours                      |                |               |                |               |
| Avances et acomptes                           |                |               |                |               |
| <b>Immobilisations financières</b>            |                |               |                |               |
| Participations par mise en équivalence        |                |               |                |               |
| Autres participations                         |                |               |                |               |
| Créances rattachées à des participations      |                |               |                |               |
| Autres titres immobilisés                     |                |               |                |               |
| Prêts   | 188            | 0             | 188            | 193           |
| Autres immobilisations financières            | 222            | 0             | 222            | 124           |
| <b>ACTIF IMMOBILISE</b>                       | <b>75 152</b>  | <b>55 607</b> | <b>19 544</b>  | <b>18 591</b> |
| <b>Stocks et en-cours</b>                     |                |               |                |               |
| Matières premières, approvisionnements        |                |               |                |               |
| En-cours de production de biens               |                |               |                |               |
| En-cours de production de services            |                |               |                |               |
| Produits intermédiaires et finis              |                |               |                |               |
| Marchandises                                  |                |               |                |               |
| Avances et acomptes versés sur commandes      | 0              | 0             | 3              | 48            |
| <b>Créances</b>                               |                |               |                | <b>0</b>      |
| Créances clients et comptes rattachés         |                |               |                | 0             |
| Autres créances                               | 110 775        | 0             | 110 775        | 69 004        |
| Capital souscrit et appelé, non versé         |                |               |                |               |
| <b>Divers</b>                                 |                |               |                |               |
| Valeurs mobilières de placement               | 9              | 0             | 9              | 10            |
| (dont actions propres)                        |                |               |                |               |
| Disponibilités                                | 2 609          | 0             | 2 609          | 5 750         |
| <b>Comptes de régularisation</b>              |                |               |                |               |
| Charges constatées d'avance                   | 3 045          | 0             | 3 045          | 1 353         |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>                        | <b>116 439</b> | <b>0</b>      | <b>116 442</b> | <b>76 165</b> |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler          |                |               |                |               |
| Primes de remboursement des obligations       |                |               |                |               |
| Écarts de conversion actif                    |                |               |                |               |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                          | <b>191 590</b> | <b>55 607</b> | <b>135 986</b> | <b>94 756</b> |

Chiffres arrêtés au 31 décembre 2023.

**BILAN PASSIF**

| Rubriques (en K€)  | 31/12/2023     | 31/12/2022    |
|--|----------------|---------------|
| Capital social ou individuel (dont versé) :                      |                |               |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport                           |                |               |
| Écarts de réévaluation (dont écart d'équivalence) :              |                |               |
| Réserve légale   |                |               |
| Réserves statutaires ou contractuelles                           |                |               |
| Réserves réglementées (dont rés. prov. fluctuation cours)        |                |               |
| Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)          |                |               |
| Report à nouveau   |                |               |
| <b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE (BÉNÉFICE OU PERTE)</b>                | <b>0</b>       | <b>0</b>      |
| Subventions d'investissement                                     |                |               |
| Provisions réglementées  |                |               |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>  | <b>0</b>       | <b>0</b>      |
| Produits des émissions de titres participatifs                   |                |               |
| Avances conditionnées  |                |               |
| <b>AUTRES FONDS PROPRES</b>                                      | <b>0</b>       | <b>0</b>      |
| Provisions pour risques  |                |               |
| Provisions pour charges  | 1 886          | 831           |
| <b>PROVISIONS</b>  | <b>1 886</b>   | <b>831</b>    |
| <b>Dettes financières</b>  |                |               |
| Emprunts obligataires convertibles                               |                |               |
| Autres emprunts obligataires                                     |                |               |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit           | 0              | 0             |
| Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs) |                |               |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours                 |                |               |
| <b>Dettes d'exploitation</b>                                     |                |               |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés                         | 39 837         | 31 091        |
| Dettes fiscales et sociales                                      | 20 837         | 23 800        |
| <b>Dettes diverses</b>   |                |               |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                  | 2 292          | 3 917         |
| Autres dettes  | 71 135         | 35 117        |
| <b>Comptes de régularisation</b>                                 |                |               |
| Produits constatés d'avance                                      | 0              | 0             |
| <b>DETTES</b>  | <b>134 100</b> | <b>93 926</b> |
| Écarts de conversion passif                                      |                |               |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>   | <b>135 986</b> | <b>94 756</b> |

Chiffres arrêtés au 31 décembre 2023.

### 3. ANNEXES

|                 |  |    |                  |   |    |
|-----------------|--|----|------------------|---|----|
| <b>ANNEXE 0</b> | Principes généraux, règles et méthodes d'évaluation, autres informations | 13 | <b>ANNEXE 5</b>  | État des dettes                         | 18 |
| <b>ANNEXE 1</b> | Tableau des immobilisations  | 14 | <b>ANNEXE 6</b>  | Effectif                                | 18 |
| <b>ANNEXE 2</b> | Tableau des amortissements   | 15 | <b>ANNEXES 7</b> | Tableaux des clés de répartition        | 19 |
| <b>ANNEXE 3</b> | Tableau des provisions   | 16 | <b>ANNEXE 8</b>  | Répartition des charges par institution | 21 |
| <b>ANNEXE 4</b> | État des créances  | 17 |                  |   |    |

#### ANNEXE 0 Principes généraux, règles et méthodes d'évaluation, autres

##### ◆ 1. Faits marquants

L'année 2023 fut marquée également par la poursuite du nombre de projets d'entreprises.

##### ◆ 2. Principes généraux

Le Groupement d'Intérêt Économique GIE AGRICA GESTION a pour objet de fournir aux membres adhérents (institutions de retraite complémentaire et institutions de prévoyance), tout service ou moyen nécessaire à la satisfaction de leurs besoins. Les membres mettent en commun des moyens humains et techniques.

Les membres du GIE AGRICA GESTION sont des institutions à but non lucratif :

- ◆ ALLIANCE PROFESSIONNELLE RETRAITE AGIRC-ARRCO, Institution de Retraite Complémentaire
- ◆ AGRI PRÉVOYANCE, Institution de Prévoyance
- ◆ CCPMA PRÉVOYANCE, Institution de Prévoyance
- ◆ CPCEA, Institution de Prévoyance
- ◆ CCPMA RS, FRPS
- ◆ CPCEA RS, FRPS.

Le Groupement fonctionne dans les relations avec ses adhérents en répartissant les frais engagés en exonération de TVA, dans le cadre d'un groupe de TVA pour lequel le GIE est le représentant de l'assujéti unique. Les sommes réclamées aux adhérents correspondent exactement à la part leur incombant dans les dépenses communes.

##### ◆ 3. Exercice comptable

Les comptes annuels arrêtés par le Conseil d'administration sont établis conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des normes comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

##### ◆ 4. Immobilisations incorporelles

Les licences et logiciels informatiques sont amortis économiquement selon le mode linéaire sur une durée de trois à cinq ans.

##### ◆ 5. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. En l'absence d'immobilisations corporelles dont la décomposition serait significative (notamment des constructions), l'application des règlements relatifs aux composants reste sans conséquence sur les états financiers. L'amortissement économique des immobilisations corporelles est établi selon le mode linéaire.

Les principales durées d'utilisation sont les suivantes :

- ◆ installations et agencements : cinq ans ;
- ◆ matériel informatique : trois ans ;
- ◆ matériel de transport : quatre ans ;
- ◆ matériel de bureau : cinq ans ;
- ◆ mobilier de bureau : dix ans.

##### ◆ 6. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle.

##### ◆ 7. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CUMP). Elles sont dépréciées par voie de provision le cas échéant.

##### ◆ 8. Créances et dettes

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

## ◆ 9. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont estimées en fonction des données connues du GIE AGRICA GESTION à la date de clôture de l'exercice et des dispositions relatives à la comptabilisation des passifs.

## ◆ 10. Options comptables

Néant

## ◆ 11. Comparabilité des comptes annuels

Les méthodes d'évaluation ainsi que la présentation des comptes annuels n'ont pas subi de modifications par rapport à l'exercice précédent.

## ◆ 12. Autres informations

Le GIE AGRICA GESTION applique les instructions de la fédération Agirc-Arrco, en matière d'estimation des indemnités de fin de carrière (application d'une table de mortalité féminine et calcul du turn-over restreint aux seules démissions).

Les honoraires du commissaire aux comptes s'élevaient pour 2023 à 55 milliers d'euros HT (66 milliers d'euros TTC).

## ◆ 13. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant

## ANNEXE 1 Tableau des immobilisations

| Rubriques (en K€)                                | Début d'exercice | Réévaluation | Acquisit., apports |
|--|------------------|--------------|--------------------|
| <b>Frais d'établissement et de développement</b> |                  |              |                    |
| Concessions – Brevets                            | 3 999            |              | 0                  |
| Logiciels  | 45 119           |              | 211                |
| Immobilisations en cours                         | 9 311            |              | 6 828              |
| Immobilisations incorporelles                    | 58 430           | 0            | 7 039              |
| Terrains   |                  |              |                    |
| <b>Dont composants</b>                           |                  |              |                    |
| Constructions sur sol propre                     |                  |              |                    |
| Constructions sur sol d'autrui                   |                  |              |                    |
| Const. install. générales, agenc., aménag.       | 1 615            |              | 637                |
| Install. techniques, matériel et outillage ind.  |                  |              |                    |
| Installations générales, agenc., aménag.         |                  |              |                    |
| Matériel de transport                            |                  |              |                    |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier       | 6 391            |              | 582                |
| Emballages récupérables et divers                |                  |              |                    |
| Immobilisations corporelles en cours             |                  |              |                    |
| Avances et acomptes                              |                  |              |                    |
| Immobilisations corporelles                      | 8 006            | 0            | 1 219              |
| Participations évaluées par mise en équivalence  |                  |              |                    |
| Autres participations                            |                  |              |                    |
| Autres titres immobilisés                        |                  |              |                    |
| Prêts et autres immobilisations financières      | 316              |              | 98                 |
| Immobilisations financières                      | 316              | 0            | 98                 |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                             | <b>66 752</b>    | <b>0</b>     | <b>8 355</b>       |

| Rubriques (en K€)                                 | Virement  | Cession  | Fin d'exercice | Valeur d'origine |
|---|-----------|----------|----------------|------------------|
| <b>Frais d'établissement et de développement</b>  |           |          | 0              |                  |
| Concessions – Brevets                             |           |          | 3 999          |                  |
| Logiciels   | 8 579     |          | 53 908         |                  |
| Immobilisations en cours                          | - 8 754   |          | 7 385          |                  |
| Immobilisations incorporelles                     | - 175     | 0        | 65 293         | 0                |
| Terrains  |           |          |                |                  |
| Constructions sur sol propre                      |           |          |                |                  |
| Constructions sur sol d'autrui                    |           |          |                |                  |
| Constructions, installations générales, agenc.    | 224       |          | 2 476          |                  |
| Installations techn., matériel et outillages ind. |           |          |                |                  |
| Installations générales, agencements divers       |           |          |                |                  |
| Matériel de transport                             |           |          |                |                  |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier        |           |          | 6 973          |                  |
| Emballages récupérables et divers                 |           |          |                |                  |
| Immobilisations corporelles en cours              |           |          |                |                  |
| Avances et acomptes                               |           |          |                |                  |
| Immobilisations corporelles                       | 224       | 0        | 9 449          | 0                |
| Participations évaluées par mise équivalence      |           |          |                |                  |
| Autres participations                             |           |          |                |                  |
| Autres titres immobilisés                         |           |          |                |                  |
| Prêts et autres immobilisations financières       | - 5       |          | 410            |                  |
| Immobilisations financières                       | - 5       | 0        | 410            |                  |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                              | <b>45</b> | <b>0</b> | <b>75 152</b>  |                  |

Chiffres arrêtés au 31 décembre 2023.

## ANNEXE 2 Tableau des amortissements

| Rubriques (en K€)   | Début d'exercice | Dotations    | Reprises | Fin d'exercice |
|---|------------------|--------------|----------|----------------|
| <b>Frais d'établissement et de développement</b>            |                  |              |          |                |
| <b>Autres immobilisations incorporelles</b>                 | <b>41 228</b>    | <b>6 948</b> |          | <b>48 176</b>  |
| Terrains  |                  |              |          |                |
| Constructions sur sol propre                                |                  |              |          |                |
| Constructions sur sol d'autrui                              |                  |              |          |                |
| Constructions installations générales, agenc., aménag.      |                  |              |          |                |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 1 059            | 222          |          | 1 281          |
| Installations générales, agenc. et aménag. divers           |                  |              |          |                |
| Matériel de transport                                       |                  |              |          |                |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier                | 5 874            | 276          |          | 6 151          |
| Emballages récupérables, divers                             |                  |              |          |                |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                          | <b>6 933</b>     | <b>499</b>   | <b>0</b> | <b>7 432</b>   |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>  | <b>48 161</b>    | <b>7 447</b> | <b>0</b> | <b>55 607</b>  |

Chiffres arrêtés au 31 décembre 2023.

**ANNEXE 3** Tableau des provisions

| Rubriques (en K€)   | Début d'exercice | Dotations    | Reprises   | Fin d'exercice |
|---|------------------|--------------|------------|----------------|
| Provisions gisements miniers, pétroliers                              |                  |              |            |                |
| Provisions pour investissement  |                  |              |            |                |
| Provisions pour hausse des prix                                       |                  |              |            |                |
| Amortissements dérogatoires   |                  |              |            |                |
| Dont majorations exceptionnelles de 30 %                              |                  |              |            |                |
| Provisions pour prêts d'installation                                  |                  |              |            |                |
| Autres provisions réglementées  |                  |              |            |                |
| <b>PROVISIONS RÈGLEMENTÉES</b>  |                  |              |            |                |
| Provisions pour litiges   | 520              | 1 250        | 70         | 1 700          |
| Provisions pour garanties données aux clients                         |                  |              |            |                |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme                            |                  |              |            |                |
| Provisions pour amendes et pénalités                                  |                  |              |            |                |
| Provisions pour pertes de change                                      |                  |              |            |                |
| Provisions pour pensions, obligations similaires                      | 306              | 0            | 187        | 119            |
| Provisions pour impôts  |                  |              |            |                |
| Provisions pour renouvellement immobilisations                        |                  |              |            |                |
| Provisions pour gros entretiens, grandes révis.                       |                  |              |            |                |
| Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer                      |                  |              |            |                |
| Autres provisions pour risques et charges                             | 4                |              |            | 4              |
| <b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>                                  | <b>831</b>       | <b>1 250</b> | <b>257</b> | <b>1 824</b>   |
| Dépréciations immobilisations incorporelles                           |                  |              |            |                |
| Dépréciations immobilisations corporelles                             |                  |              |            |                |
| Dépréciations titres mis en équivalence                               |                  |              |            |                |
| Dépréciations titres de participation                                 |                  |              |            |                |
| Dépréciations autres immobilis. financières                           |                  |              |            |                |
| Dépréciations stocks et en cours                                      |                  |              |            |                |
| Dépréciations comptes clients   |                  |              |            |                |
| Autres dépréciations  |                  |              |            |                |
| <b>DÉPRÉCIATIONS</b>  |                  |              |            |                |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>  | <b>831</b>       | <b>1 250</b> | <b>257</b> | <b>1 824</b>   |
| Dotations et reprises d'exploitation                                  |                  | 1 250        | 257        |                |
| Dotations et reprises financières                                     |                  |              |            |                |
| Dotations et reprises exceptionnelles                                 |                  |              |            |                |
| Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice |                  |              |            |                |

Chiffres arrêtés au 31 décembre 2023.

**ANNEXE 4** État des créances

| État des créances (en K€)   | Montant brut   | 1 an au plus   | plus d'un an |
|---|----------------|----------------|--------------|
| Créances rattachées à des participations                                |                |                |              |
| Prêts   | 188            | 0              | 188          |
| Autres immobilisations financières                                      | 222            |                | 222          |
| Clients douteux ou litigieux  |                |                |              |
| Autres créances clients   |                |                |              |
| Créance représentative de titres prêtés                                 |                |                |              |
| Personnel et comptes rattachés  | 449            | 449            |              |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux                           | 586            | 586            |              |
| État, autres collectivités : impôt sur les bénéfices                    |                |                |              |
| État, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée                 | 0              | 0              |              |
| État, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés | 63             | 63             |              |
| État, autres collectivités : créances diverses                          |                |                |              |
| Groupe et associés  | 91 521         | 91 521         |              |
| Débiteurs divers  | 12 406         | 12 406         |              |
| Charges constatées d'avance   | 3 045          | 3 045          |              |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>  | <b>108 479</b> | <b>108 070</b> | <b>410</b>   |
| Montant des prêts accordés en cours d'exercice                          | 10             |                |              |
| Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice                  | 69             |                |              |
| Prêts et avances consentis aux associés                                 |                |                |              |

Chiffres arrêtés au 31 décembre 2023.

**ANNEXE 5** État des dettes

| État des dettes (en €)                          | Montant brut   | 1 an au plus   | plus d'1 an,- 5 ans | plus de 5 ans |
|---|----------------|----------------|---------------------|---------------|
| Emprunts obligataires convertibles              |                |                |                     |               |
| Autres emprunts obligataires                    |                |                |                     |               |
| Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine   | 0              | 0              |                     |               |
| Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine    |                |                |                     |               |
| Emprunts et dettes financières divers           |                |                |                     |               |
| Fournisseurs et comptes rattachés               | 34 206         | 34 206         |                     |               |
| Personnel et comptes rattachés                  | 15 205         | 15 205         |                     |               |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux   | 4 420          | 4 420          |                     |               |
| État : impôt sur les bénéfices                  |                |                |                     |               |
| État : taxe sur la valeur ajoutée               | 133            | 133            |                     |               |
| État : obligations cautionnées                  |                |                |                     |               |
| État : autres impôts, taxes et assimilés        | 1 078          | 1 078          |                     |               |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 2 292          | 2 292          |                     |               |
| Groupe et associés                              | 46 263         | 46 263         |                     |               |
| Autres dettes                                   | 24 872         | 24 872         |                     |               |
| Dettes représentatives de titres empruntés      |                |                |                     |               |
| Produits constatés d'avance                     | 0              | 0              |                     |               |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                            | <b>128 470</b> | <b>128 470</b> |                     |               |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice          |                |                |                     |               |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice         |                |                |                     |               |
| Emprunts, dettes contractés auprès d'associés   |                |                |                     |               |

Chiffres arrêtés au 31 décembre 2023.

**ANNEXE 6** Effectif

| Au 31/12/2023 | Retraite     | Prévoyance   | AGRICA       |
|---------------|--------------|--------------|--------------|
| CDI           | 296          | 492          | 788          |
| CDD           | 11           | 36           | 47           |
| <b>TOTAL</b>  | <b>307,8</b> | <b>527,2</b> | <b>835,0</b> |
| Au 31/12/2022 | 297,7        | 488,4        | 786,1        |

Chiffres arrêtés au 31 décembre 2023.

## ANNEXES 7 Tableaux des clés de répartition

|                                    | 2022           |              |               | 2023           |              |               |
|------------------------------------|----------------|--------------|---------------|----------------|--------------|---------------|
|                                    | Assiettes (K€) | Poids        | Poids cumulés | Assiettes (K€) | Poids        | Poids cumulés |
| Affectation directe                | 28 185         | 17 %         | 17 %          | 49 405         | 28 %         | 28 %          |
| Affectations indirectes            | 138 976        | 83 %         |               | 126 721        | 72 %         |               |
| Clé activité collaborateurs        | 108 665        | 65 %         | 82 %          | 100 620        | 57 %         | 85 %          |
| Clé chiffre d'affaires IP          | 16 479         | 10 %         | 92 %          | 16 151         | 9 %          | 94 %          |
| Clé AGRICA                         | 9 605          | 6 %          | 97 %          | 8 888          | 5 %          | 99 %          |
| Clé retraite – AMICAP              | 2 211          | 1 %          | 99 %          | 16             | 0 %          | 99 %          |
| Clé retraite supplémentaire        | 2 016          | 1 %          | 100 %         | 1 046          | 1 %          | 100 %         |
| <b>TOTAL DES CHARGES RÉPARTIES</b> | <b>167 161</b> | <b>100 %</b> |               | <b>176 126</b> | <b>100 %</b> |               |

Chiffres arrêtés au 31 décembre 2023.

|                             | Section professionnelle |             |        |                 |             |       |
|-----------------------------|-------------------------|-------------|--------|-----------------|-------------|-------|
|                             | AGRICA RETRAITE         |             |        | AGRI PRÉVOYANCE |             |       |
|                             | 2022 (K€)               | 2023 (K€)   | (%)    | 2022 (K€)       | 2023 (K€)   | (%)   |
| Affectation directe         | 8 014                   | 14 542      | 81 %   | 7 265           | 11 798      | 62 %  |
|                             | <b>28 %</b>             | <b>29 %</b> |        | <b>26 %</b>     | <b>24 %</b> |       |
| Affectations indirectes     | 41 558                  | 36 156      | - 13 % | 21 034          | 21 550      | 2 %   |
|                             | <b>30 %</b>             | <b>29 %</b> |        | <b>15 %</b>     | <b>17 %</b> |       |
| Clé activité collaborateurs | 35 972                  | 32 874      | - 9 %  | 15 947          | 15 785      | - 1 % |
|                             | <b>33 %</b>             | <b>33 %</b> |        | <b>15 %</b>     | <b>16 %</b> |       |
| Clé chiffre d'affaires IP   |                         |             |        | 3 754           | 4 326       | 15 %  |
|                             |                         |             |        | <b>23 %</b>     | <b>27 %</b> |       |
| Clé AGRICA                  | 3 518                   | 3 267       | - 7 %  | 1 333           | 1 440       | 8 %   |
|                             | <b>37 %</b>             | <b>37 %</b> |        | <b>14 %</b>     | <b>16 %</b> |       |
| Clé retraite – AMICAP       | 2 067                   | 15          | - 99 % |                 |             |       |
|                             | <b>93 %</b>             | <b>93 %</b> |        |                 |             |       |
| Clé retraite supplémentaire |                         |             |        |                 |             |       |
| Total des charges réparties | 49 572                  | 50 698      | 2 %    | 28 299          | 33 348      | 18 %  |
|                             | <b>30 %</b>             | <b>29 %</b> |        | <b>17 %</b>     | <b>19 %</b> |       |

Chiffres arrêtés au 31 décembre 2023.

| CCPMA PRÉVOYANCE |             |        | CPCEA       |             |        | AGRICA       |              |        |
|------------------|-------------|--------|-------------|-------------|--------|--------------|--------------|--------|
| 2022 (K€)        | 2023 (K€)   | (%)    | 2022 (K€)   | 2023 (K€)   | (%)    | 2022 (K€)    | 2023 (K€)    | (%)    |
| 6 462            | 16 093      | 149 %  | 6 444       | 6 972       | 8 %    | 28 185       | 49 405       | 75 %   |
| <b>23 %</b>      | <b>33 %</b> |        | <b>23 %</b> | <b>14 %</b> |        | <b>100 %</b> | <b>100 %</b> |        |
| 55 527           | 50 374      | - 9 %  | 20 857      | 18 641      | - 11 % | 138 976      | 126 721      | - 9 %  |
| <b>40 %</b>      | <b>40 %</b> |        | <b>15 %</b> | <b>15 %</b> |        | <b>100 %</b> | <b>100 %</b> |        |
| 40 218           | 37 458      | - 7 %  | 16 528      | 14 503      | - 12 % | 108 665      | 100 620      | - 7 %  |
| <b>37 %</b>      | <b>37 %</b> |        | <b>15 %</b> | <b>14 %</b> |        | <b>100 %</b> | <b>100 %</b> |        |
| 9 762            | 8 842       | - 9 %  | 2 963       | 2 983       | 1 %    | 16 479       | 16 151       | - 2 %  |
| <b>59 %</b>      | <b>55 %</b> |        | <b>18 %</b> | <b>18 %</b> |        | <b>100 %</b> | <b>100 %</b> |        |
| 3 700            | 3 196       | - 14 % | 1 053       | 986         | - 6 %  | 9 605        | 8 888        | - 7 %  |
| <b>39 %</b>      | <b>36 %</b> |        | <b>11 %</b> | <b>11 %</b> |        | <b>100 %</b> | <b>100 %</b> |        |
| 144              | 1           | - 99 % |             |             |        | 2 211        | 16           | - 99 % |
| <b>7 %</b>       | <b>7 %</b>  |        |             |             |        | <b>100 %</b> | <b>100 %</b> |        |
| 1 703            | 877         | - 48 % | 314         | 169         | - 46 % | 2 016        | 1 046        | - 48 % |
| <b>84 %</b>      | <b>84 %</b> |        | <b>16 %</b> | <b>16 %</b> |        | <b>100 %</b> | <b>100 %</b> |        |
| 61 988           | 66 467      | 7 %    | 27 301      | 25 613      | - 6 %  | 167 161      | 176 126      | 5 %    |
| <b>37 %</b>      | <b>38 %</b> |        | <b>16 %</b> | <b>15 %</b> |        | <b>100 %</b> | <b>100 %</b> |        |

|                         | 2022           |                | 2023           |                | Variation 2023/2022 |              |
|-------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------------|--------------|
|                         | Montant (K€)   | Poids          | Montant (K€)   | Poids          | Montant (%)         | Poids (%)    |
| RETRAITE COMPLÉMENTAIRE | 49 572         | 29,7 %         | 50 698         | 28,8 %         | 2,3 %               | - 0,9 %      |
| ASSURANCE DE PERSONNES  | 117 589        | 70,3 %         | 125 428        | 71,2 %         | 6,7 %               | 0,9 %        |
| AGRI PRÉVOYANCE         | 28 299         | 16,9 %         | 33 348         | 18,9 %         | 17,8 %              | 2,0 %        |
| CCPMA PRÉVOYANCE        | 61 988         | 37,1 %         | 66 467         | 37,7 %         | 7,2 %               | 0,7 %        |
| CPCEA                   | 27 301         | 16,3 %         | 25 613         | 14,5 %         | - 6,2 %             | - 1,8 %      |
| <b>TOTAL</b>            | <b>167 161</b> | <b>100,0 %</b> | <b>176 126</b> | <b>100,0 %</b> | <b>5,4 %</b>        | <b>0,0 %</b> |

Chiffres arrêtés au 31 décembre 2023.

## ANNEXE 8 Répartition des charges par institution

| (en €)   | RC Agirc<br>Arrco y<br>compris<br>ALPRO | AGRI PRÉ-<br>VOYANCE | CCPMA<br>PRÉ-<br>VOYANCE<br>hors RS | CCPMA<br>PRÉ-<br>VOYANCE<br>RS | CPCEA<br>hors RS  | CPCEA RS          | APS           | SGAPS          | Total (y<br>compris<br>ALPRO) |
|--|---|----------------------|-------------------------------------|--------------------------------|-------------------|-------------------|---------------|----------------|-------------------------------|
| <b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>                  | <b>- 19 904</b>                         | <b>- 83 390</b>      | <b>- 83 054</b>                     | <b>- 67 030</b>                | <b>- 65 683</b>   | <b>- 39 040</b>   | <b>- 39</b>   | <b>- 30</b>    | <b>- 358 171</b>              |
| <i>Dont subventions d'exploitation</i>                 | <i>- 8 541</i>                          | <i>- 3 805</i>       | <i>- 5 215</i>                      | <i>- 3 258</i>                 | <i>- 1 669</i>    | <i>- 1 092</i>    | <i>- 19</i>   | <i>- 3</i>     | <i>- 23 603</i>               |
| Achats de matières et fournitures                      | 706 349                                 | 318 335              | 460 429                             | 273 941                        | 187 688           | 76 339            | 1 128         | 1 945          | 2 026 153                     |
| Prestations extérieures                                | 16 843 417                              | 14 961 883           | 8 735 892                           | 11 779 163                     | 5 133 288         | 2 841 573         | 6 253         | 35 549         | 60 337 016                    |
| Locations et charges locatives                         | 4 180 442                               | 1 592 637            | 2 590 001                           | 1 478 864                      | 911 630           | 623 791           | 7 425         | 12 162         | 11 396 951                    |
| Entretien et réparations                               | 1 061 515                               | 870 523              | 1 184 249                           | 3 704 822                      | 397 980           | 285 791           | 2 193         | 1 968          | 7 509 041                     |
| Primes d'assurances                                    | - 900 703                               | - 421 490            | - 613 699                           | - 405 597                      | - 252 852         | - 153 006         | 166           | 382            | - 2 746 799                   |
| Autres   | 115 045                                 | 146 179              | 253 584                             | 109 285                        | 73 854            | 70 419            | 155           | 3 587          | 772 109                       |
| Achats de matières, fournitures et charges<br>externes | 22 006 064                              | 17 468 067           | 12 610 454                          | 16 940 478                     | 6 451 589         | 3 744 908         | 17 320        | 55 592         | 79 294 471                    |
| Personnel extérieur à l'établissement                  | 56 533                                  | 68 355               | - 49 690                            | - 53 209                       | - 20 595          | - 10 232          | 244           | - 7 266        | - 15 860                      |
| Honoraires   | 104 369                                 | 234 717              | 287 714                             | 121 913                        | 156 802           | 31 940            | 218           | 76             | 937 749                       |
| Frais d'actes et de contentieux                        | 29 621                                  | 14 270               | 24 213                              | 12 275                         | 8 966             | 4 296             | 76            | 10             | 93 726                        |
| Information, publications, relations publiques         | 133 312                                 | 539 809              | 448 037                             | 296 851                        | 195 872           | 146 048           | 19            | 2 376          | 1 762 323                     |
| Transports, déplacements, missions et<br>réceptions    | 435 530                                 | 314 399              | 373 711                             | 227 691                        | 170 309           | 94 279            | 1 483         | 29 174         | 1 646 577                     |
| Frais postaux et télécommunications                    | 371 402                                 | 272 025              | 257 538                             | 657 410                        | 92 245            | 246 737           | 732           | 98             | 1 898 186                     |
| Services bancaires et assimilés                        | 372                                     | 5 432                | 7 086                               | 6 360                          | 2 342             | 1 249             | -             | 802            | 23 642                        |
| Autres   | 338 921                                 | 195 351              | 259 874                             | 165 394                        | 82 238            | 54 059            | 841           | 402            | 1 097 081                     |
| Autres charges externes                                | 1 470 060                               | 1 644 357            | 1 608 482                           | 1 434 686                      | 688 179           | 568 376           | 3 613         | 25 672         | 7 443 425                     |
| Impôts, taxes DGI                                      | 1 586 005                               | 905 763              | 1 226 748                           | 822 904                        | 497 795           | 287 583           | 3 647         | 10 348         | 5 340 794                     |
| Impôts, taxes autres organismes                        | 817 051                                 | 375 539              | 555 312                             | 375 538                        | 223 651           | 135 788           | 1 903         | 4 880          | 2 489 662                     |
| Impôts, taxes et versements assimilés                  | 2 403 056                               | 1 281 302            | 1 782 061                           | 1 198 442                      | 721 446           | 423 371           | 5 550         | 15 228         | 7 830 456                     |
| Salaires et traitements                                | 15 556 929                              | 7 192 411            | 10 161 086                          | 6 842 760                      | 4 207 022         | 2 468 146         | 36 105        | 262 621        | 46 727 081                    |
| Charges sociales                                       | 7 565 378                               | 3 726 216            | 5 228 576                           | 3 519 087                      | 2 133 600         | 1 255 121         | 18 236        | 45 289         | 23 491 503                    |
| Charges de personnel                                   | 23 122 306                              | 10 918 627           | 15 389 662                          | 10 361 847                     | 6 340 622         | 3 723 267         | 54 341        | 307 910        | 70 218 584                    |
| Frais de conseils, de commissions et<br>assemblées     | 16 942                                  | 73 454               | 59 997                              | 24 718                         | 27 510            | 15 122            | 43            | 786            | 218 572                       |
| Charges diverses de gestion courante                   | 649 853                                 | 864 957              | 804 394                             | 534 327                        | 269 843           | 345 111           | 1 340         | 432            | 3 470 257                     |
| Autres charges de gestion courante                     | 666 795                                 | 938 411              | 864 390                             | 559 045                        | 297 353           | 360 233           | 1 383         | 1 218          | 3 688 829                     |
| Dotations sur immobilisations                          | 683 214                                 | 998 094              | 1 259 000                           | 2 220 204                      | 474 952           | 1 806 207         | 4 807         | 195            | 7 446 673                     |
| Dotations sur charges personnel                        | 367 626                                 | 182 296              | 236 839                             | 150 828                        | 69 363            | 46 841            | 1 090         | 23             | 1 054 906                     |
| Dotations d'exploitation                               | 1 050 840                               | 1 180 390            | 1 495 840                           | 2 371 031                      | 544 315           | 1 853 048         | 5 897         | 218            | 8 501 580                     |
| <b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>                    | <b>50 719 122</b>                       | <b>33 431 154</b>    | <b>33 750 889</b>                   | <b>32 865 528</b>              | <b>15 043 505</b> | <b>10 673 204</b> | <b>88 104</b> | <b>405 839</b> | <b>176 977 344</b>            |
| PRODUITS FINANCIERS                                    | - 1 730                                 | - 767                | - 1 045                             | - 651                          | - 326             | - 215             | - 4           | - 1            | - 4 738                       |
| CHARGES FINANCIÈRES                                    | -                                       | -                    | -                                   | -                              | -                 | -                 | -             | -              | -                             |
| <b>RÉSULTAT FINANCIER</b>                              | <b>- 1 730</b>                          | <b>- 767</b>         | <b>- 1 045</b>                      | <b>- 651</b>                   | <b>- 326</b>      | <b>- 215</b>      | <b>- 4</b>    | <b>- 1</b>     | <b>- 4 738</b>                |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS                                 | 11                                      | - 4                  | - 4                                 | - 3                            | - 2               | - 1               | 0             | 0              | - 2                           |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES                                | 532                                     | 1 381                | 1 669                               | 994                            | 679               | 427               | -             | 7              | 5 689                         |
| <b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>                           | <b>543</b>                              | <b>1 377</b>         | <b>1 665</b>                        | <b>991</b>                     | <b>678</b>        | <b>426</b>        | <b>0</b>      | <b>7</b>       | <b>5 687</b>                  |
| <b>TOTAL</b>   | <b>50 698 030</b>                       | <b>33 348 375</b>    | <b>33 668 455</b>                   | <b>32 798 838</b>              | <b>14 978 174</b> | <b>10 634 375</b> | <b>88 060</b> | <b>405 815</b> | <b>176 620 123</b>            |

Chiffres arrêtés au 31 décembre 2023.

# Composition du Conseil d'administration

## COLLÈGE DES ADHÉRENTS : 14

### Vice-président

◆ Jérôme VOLLE FNSEA

### Administrateurs titulaires

◆ Arnaud BODOLEC FNCA

◆ Jean-Hugues LOMBRY FNCA

◆ Benoît LUCAS FNCA

◆ Christophe NOEL FNCA

◆ Anne GAUTIER FNEMSA

◆ Anne CHAMBARET FNSEA

◆ Philippe FAUCON FNSEA

◆ Joseph LECHNER FNSEA

◆ Morgan OYAUX FNSEA

◆ Gilbert KEROMNES La Coopération Agricole

◆ Corinne LELONG La Coopération Agricole

◆ Irène MOOG La Coopération Agricole

◆ Pascal VINE UDSG

### Auditeurs

◆ Ludovic MARTIN FNEMSA

◆ Nicolas ASSEMAT UDSG

## COLLÈGE DES PARTICIPANTS : 14

### Président

◆ Bernard PIRE CFE-CGC

### Administrateurs titulaires

◆ François SERPAUD CFE-CGC

◆ Jacques WAYOLLE CFE-CGC

◆ Jean-Claude BRONDINO CFTC

◆ Emmanuel CUVILLIER CFTC

◆ Emmanuel DELETOILE FGA-CFDT

◆ Myriam GERNEZ CARDON FGA-CFDT

◆ Stéphanie KNEZ FGA-CFDT

◆ Daniel GUILLEMOT FNAF-CGT

◆ Gaëtan MAZIN FNAF-CGT

◆ Liliane BOUREL FO

◆ Guillaume TRAMCOURT FO

◆ Fabrice GRESSENT UNSA2A

◆ Poste vacant

### Auditeurs

◆ Alain DYJA CFE-CGC

◆ Pascal MACE FGA-CFDT

Composition du Conseil d'administration au 5 avril 2024







## **GROUPE AGRICA**

21 rue de la Bienfaisance  
75382 Paris cedex 08

tél. 01 71 21 00 00

[www.groupagric.com](http://www.groupagric.com)

**AGRICA GESTION** – Groupement d'intérêt économique, 21 rue de la Bienfaisance 75008 PARIS - RCS Paris 493 373 682, ayant pour membres : l'IRC Alliance professionnelle Retraite Agirc-Arrco, CCPMA PRÉVOYANCE, CCPMA RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE, CPCEA, CPCEA RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE et AGRI PRÉVOYANCE